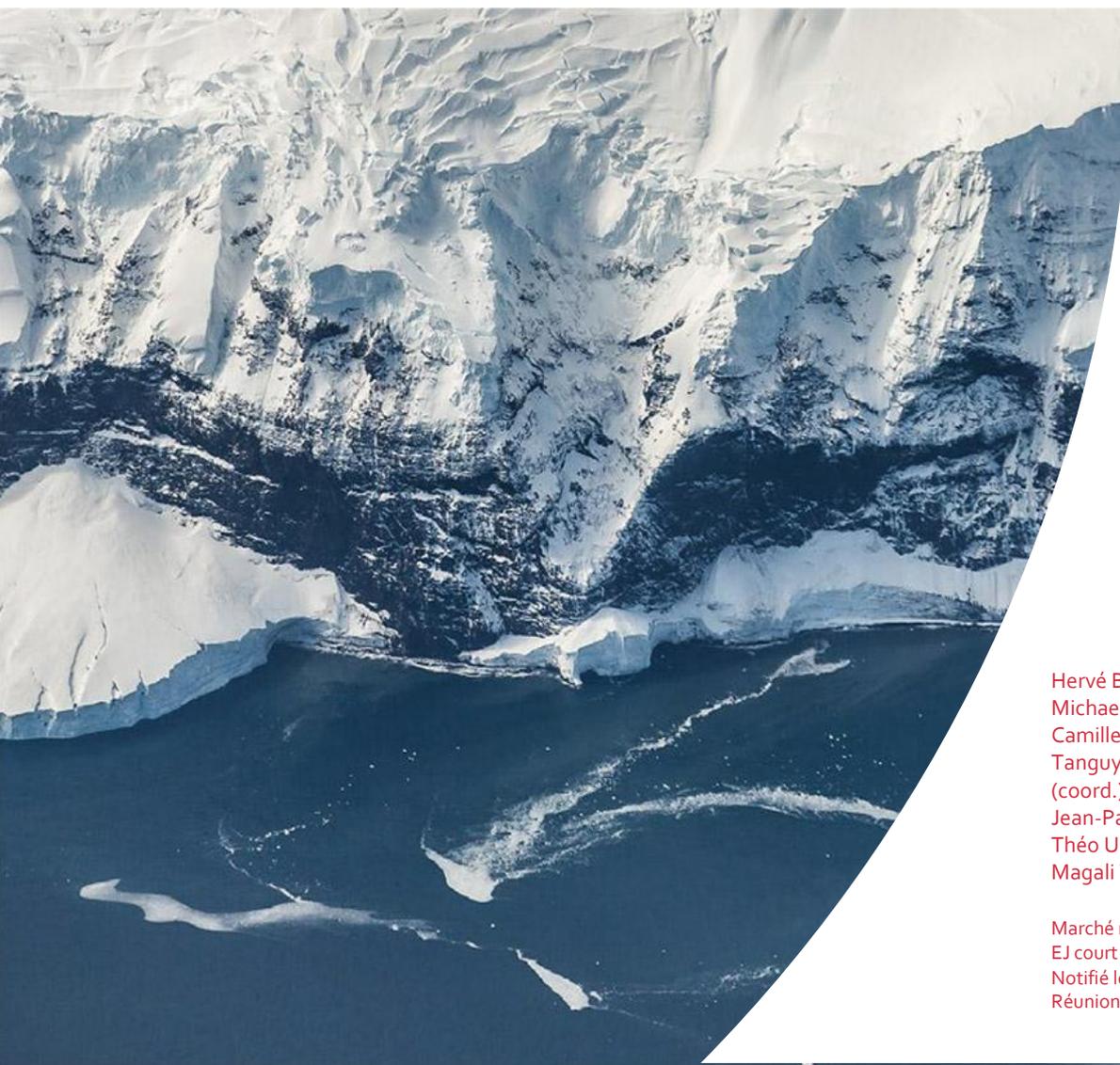


# Observatoire de l'Arctique

— Bulletin mensuel

Mars 2025

## Bulletin N° 60



Hervé BAUDU – Émilie CANOVA –  
Michael DELAUNAY –  
Camille ESCUDE-JOFFRES –  
Tanguy SANDRE – Alexandre TAITHE  
(coord.) – Julia TASSE –  
Jean-Paul VANDERLINDEN –  
Théo URVOY – Florian VIDAL –  
Magali VULLIERME

Marché n° 2022 1050 132 841  
EJ court 180 007 16 30  
Notifié le 3 janvier 2023  
Réunion de lancement : 1<sup>er</sup> février 2023

## Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

[WWW.FRSTRATEGIE.ORG](http://WWW.FRSTRATEGIE.ORG) | MAIL : CONTACT@FRSTRATEGIE.ORG

SIRET 394 095 533 00060 | TVA FR74 394 095 533 | CODE APE 7220Z

## Sommaire

---

<b>Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande</b>	<b>3</b>
<b>Norvège – Suède – Finlande – Russie</b>	<b>5</b>
<b>États observateurs et Union européenne</b>	<b>9</b>
<b>Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques</b>	<b>10</b>
<b>Questions militaires, industrielles et technologiques</b>	<b>12</b>
<b>Publications des Instituts de recherche</b>	<b>13</b>
<b>Trafic maritime – Sécurité maritime</b>	<b>15</b>

### Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande :  
Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe :  
Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway), avec Théo Urvoy (FRS) et Hervé Baudu (ENSM)

Bloc États Observateurs et UE :  
Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques :  
Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel :  
Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS), avec Hervé Baudu (ENSM)

Blocs Publication des centres de recherche et Think Tanks :  
Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime :  
Hervé Baudu (ENSM)

## Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

---

Aux **États-Unis**, lors d'un échange avec des journalistes concernant l'ouragan Héléne, le président Trump a annoncé qu'il souhaitait commander 40 nouveaux brise-glaces. Ce sujet aurait été abordé par la ministre des Affaires étrangères finlandaise Elina Valtonen et son homologue Marco Rubio, même si le chiffre annoncé n'apparaît pas réaliste ([Maison Blanche](#), 24 janvier 2025 ; [Forbes](#), 28 janvier 2025 ; [Eye on the Arctic](#), 29 janvier 2025).

Dans le cadre du développement du projet Alaska LNG évalué à 44 milliards de dollars, le Japon a manifesté son intérêt pour celui-ci et la création d'une coentreprise selon le président Trump suite à une conférence commune avec le Premier ministre japonais Ishiba. Ce dernier a annoncé que cela pourrait améliorer le déficit commercial qui existe entre les deux pays au bénéfice du Japon, sujet qui crispe les relations entre certains pays et les États-Unis ([High North News](#), 11 février 2025).

Le gel des aides fédérales imposé par le nouvel organisme DOGE créé pour Elon Musk a des conséquences jusque dans l'Arctique américain, touchant les ONG qui, en 2023, employaient 35 000 personnes et avaient reçu plus de 500 millions de dollars d'aides fédérales pour fonctionner et apporter des services vitaux au quotidien ([Anchorage Daily News](#), 28 janvier 2025). Par ailleurs, le limogeage de milliers d'employés fédéraux a aussi touché l'État de l'Alaska, qui compte 15 000 employés fédéraux. Au moins une centaine aurait déjà été renvoyée dans l'État ([High North News](#), 25 février 2025). La National Science Foundation qui gère les programmes de recherche polaire américains, a connu des coupes budgétaires entraînant le renvoi de près de 140 employés, mettant à mal la recherche dans les zones polaires et notamment sur le changement climatique ([The New York Times](#), 25 février 2025 ; [Cryopolitics](#), 22 février 2025).

À Istanbul, des représentants russes et américains se sont rencontrés et ont discuté de plusieurs autres sujets pour tenter de normaliser les relations des deux pays, un des sujets évoqués ayant été la coopération économique dans l'Arctique dans le domaine des ressources naturelles, l'exploration des ressources énergétiques et les routes commerciales ([National Post](#), 26 février 2025). Le Ted Stevens center (TSC) a publié sur X (ex Twitter) une annonce en lien avec un ordre exécutif du Président Trump et une instruction du ministère de la Défense, obligeant à supprimer tous les contenus présents sur les réseaux sociaux présentant des médias et des écrits « *promouvant la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI), y compris le contenu lié à la théorie critique de la race, à l'idéologie du genre et aux programmes fondés sur l'identité* » avant le 5 mars 2025 ([Ministère De La Défense](#), 27 février 2025 ; [X](#), 28 février 2025).

Au **Canada**, l'opération annuelle **NANOOK-NUNALIVUT** s'est déroulée du 23 février au 9 mars 2025 près d'Inuvik et du delta du fleuve Mackenzie ([Inuvik](#), 13 février 2025 ; [Eye On the Arctic](#), 24 février 2025). L'édition 2025 de l'OP NANOOK-NUNALIVUT comprenait des membres des Forces armées canadiennes issus des unités de la 5<sup>e</sup> division du Canada Halifax, le 1<sup>er</sup> Groupe de patrouille des Rangers canadiens, des plongeurs d'inspection portuaire de la réserve navale, des plongeurs de combats du 2<sup>e</sup> et du 5<sup>e</sup> régiments du génie de combat et du 4<sup>e</sup> régiment d'appui du génie, des escadrons de transports, de tactiques d'hélicoptères et de soutien au combat. Par ailleurs, environ 110 membres de forces militaires étrangères ont participé, notamment 70 membres de la 109<sup>th</sup> Airlift Wing de la USAF National Guard New York, 10 plongeurs de la US Navy et 5 plongeurs-démineurs de la Composante Mer de la Belgique. Enfin, l'*International Cooperative Engagement Program for Polar Research* (ICE-PPR) comptait 25 participants internationaux qui ont effectué des recherches et des essais sur les capacités dans l'Arctique ; le département de la Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) offrira de l'instruction en plongée sous la glace ([Gouvernement du Canada](#), 23 février 2025 ; [CBC News](#), 23 février 2025). Pour la

première fois, des aînés et des gardiens des terres de la Première Nation de Carcross/Ta-gish ont également aidé à planifier et à exécuter ces exercices annuels au Yukon, aux côtés des Rangers canadiens ([Eye on the Arctic](#), 25 février 2025). En parallèle, 40 membres du 2<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé ont participé, pour la première fois, à l'exercice **ARCTIC FORGE 2025**, en Finlande, à Sodankyla. Cet exercice vise à améliorer les techniques de survie dans les régions circumpolaires, aux côtés de 800 soldats finlandais et américains ([Regard sur l'Arctique](#), 17 février 2025). Ces entraînements aux côtés de l'Armée américaine se sont fait sous fortes tensions entre les deux Nations. Les Premiers ministres des territoires (Nunavut, Yukon, Territoires-du-Nord-Ouest) ont fait front à la mi-février pour rap-peler, si besoin en était, que « *l'Arctique n'est pas à vendre* » ([La Presse canadienne](#), 14 fé-vrier 2025).

Selon un autre article, un contrat de 85 000\$US/mois a été signé entre une entreprise de lobbying située à Washington, Checkmate Government Relations LLC, et le Conseil de la fédération – un regroupement des 13 dirigeants provinciaux et territoriaux canadiens – pour l'aider à entrer en contact avec les responsables américains dans l'espoir d'éviter une guerre commerciale ([CBC News](#), 14 février 2025). Le mouvement "Acheter canadien", un boycott des produits américains organisé en réponse à la menace des tarifs douaniers, a eu un écho jusque dans le Nord canadien ([Eye on the Arctic](#), 13 février 2025). Par ailleurs, Pierre Poilievre, chef du parti Conservateur, s'est rendu à Iqaluit pour parler de ces thèmes de campagne à l'approche des élections. Il a promis d'abolir la taxe carbone, de construire des maisons grâce à la suppression de la taxe sur la construction, de réduire la bureaucratie et d'« abolir les crimes ». Par ailleurs, il a rappelé que son parti s'est engagé, le 10 février, à construire la nouvelle base militaire permanente à Iqaluit, à recruter 2 000 Rangers canadiens supplémentaires et à acheter deux nouveaux brise-glaces polaires dans le cadre de leur plan de sécurisation de la région ([Eye on the Arctic](#), 10 février 2025 ; [Eye on the Arctic](#), 12 février 2025 ; [Regard sur l'Arctique](#), 18 février 2025).

En réponse aux velléités américaines sur le **Groenland**, les chefs d'État et de gouverne-ment de l'UE se sont finalement unis dans leur soutien clair et sans équivoque au Danemark ([DR](#), 3 février 2025). Dans ce contexte, *l'Inatsisartut*, le Parlement groenlandais, vient de voter une loi interdisant aux partis politiques de recevoir des dons étrangers ou anonymes afin de « *protéger l'intégrité du pays* », il a de même également durci les règles concernant l'acquisition de propriétés et l'attribution de terres ([Eye on the Arctic](#), 5 février 2025 ; [Ser-mitsiaq](#), 4 février 2025). Au début du mois, le Premier ministre groenlandais, Mute B. Egede (Inuit Ataqatigiit, IA), a annoncé la tenue d'élections générales le 11 mars prochain. Six partis y participeront : Atassut, Demokraatit, Inuit Ataqatigiit, Naleraq, Siumut et Qulleq ([KNR](#), 19 février 2025). Si les principaux thèmes de la campagne sont les aspirations à l'indépendance, ainsi que des relations avec le Danemark et les États-Unis, les questions de bien-être et d'accès à l'éducation sont aussi cruciales pour les Groenlandais ([Eye on the Arctic](#), 5 février 2025 ; [DR](#), 26 février 2025 ; [KNR](#), 28 février 2025). Le projet minier à Kuan-nersuit, abandonné en 2021 à la suite de l'élection de Mute B. Egede, pourrait lui être re-lancé selon le résultat des élections ([KNR](#), 26 février 2025).

Au sujet de **l'indépendance**, l'ensemble des partis groenlandais s'y montrent favorables, mais ils diffèrent sur la mise en œuvre. L'actuel Premier ministre groenlandais a affirmé que s'il était réélu, il appellerait à un référendum pour l'indépendance ([Eye on the Arctic](#), 19 février 2025). Fidèle à ses positions, le parti Naleraq propose une citoyenneté groenlan-daise et une indépendance immédiate vis-à-vis du Danemark ([KNR](#), 28 février 2025). Signe que l'indépendance a structuré la campagne, le parlementaire groenlandais Kuno Fencker a quitté le parti Siumut et rejoint Naleraq ([DR](#), 11 février 2025), emboitant ainsi le pas à Aki-Matilda Høegh-Dam ([KNR](#), 7 février 2025). Celui-ci, qui considérait auparavant l'indé-pendance comme un objectif à long terme, a déclaré qu'il souhaite désormais organiser un vote sur l'indépendance à l'issue des élections générales du mois prochain ([Eye on the Arctic](#), 7 février 2025), avant de revenir en partie sur cette position ([Sermitsiaq](#), 26 février 2025).

Un nouveau parti, Qulleq, formé par d'anciens membres du Siumut et du parti Naleraq, entend défendre à la fois une indépendance rapide du pays, et l'accélération de l'exploitation minière et pétrolière ([Sermitsiaq](#), 7 février 2025).

D'après le documentaire « L'or blanc du Groenland » diffusé et produit par DR, la radio-télévision danoise, entre 1854 et 1987, le Danemark a extrait de la cryolite au Groenland pour un chiffre d'affaires de 400 milliards de couronnes danoises d'aujourd'hui, provoquant une grande indignation au Groenland. Pour le président de Siumut, Erik Jensen, le documentaire montre que le désir d'indépendance des Groenlandais n'est pas irréaliste : « *Cela a renforcé notre sentiment que nous pouvons nous débrouiller seuls au Groenland. Que nous ne sommes pas seulement une dépense* » ([DR](#), 10 février 2025)<sup>1</sup>. Au Danemark, le documentaire a déclenché de vives critiques, en particulier celles des partis conservateur et libéraux et du ministre de la Culture, Jakob Engel-Schmidt, qui a qualifié le documentaire de « désinformation » ([DR](#), 12 février 2025). Si plusieurs économistes ont nuancé le chiffre qui a cristallisé les critiques ([DR](#), 12 février 2025), face à la polémique, DR a finalement décidé de supprimer le documentaire controversé et de licencier son rédacteur en chef ([Altinget](#), 19 février 2025). Une décision « honteuse » pour le Premier ministre groenlandais ([Sermitsiaq](#), 20 février 2025) et vécue comme « *une grave ingérence dans la presse indépendante, qui pourrait menacer la liberté de la presse* » par l'Association des médias du Groenland ([Sermitsiaq](#), 25 février 2025). Il n'en demeure pas moins que cette production contribue à documenter l'histoire coloniale du Danemark ([DR](#), 10 février 2025 ; [Altinget](#), 27 février 2025) et en particulier le rôle de l'exploitation minière ([Altinget](#), 26 février 2025), mais aussi qui met en exergue une forme de « déni » vis-à-vis de celle-ci ([Altinget](#), 27 février 2025). À la suite du retrait du documentaire, un programme satirique aussi diffusé par DR a été jugé « *discriminatoire, dégradant et raciste* » et a soulevé l'indignation au Groenland et au-delà ([KNR](#), 26 février 2025).

Autre sujet qui a exacerbé pendant plusieurs mois les tensions groenlando-danoises, la nomination de l'ambassadeur de l'Arctique est proche d'une résolution : Kenneth Høegh, chef de la représentation du Groenland à Washington, devrait être nommé ([Sermitsiaq](#), 21 février 2025). Enfin, l'entreprise de télécommunications groenlandaise Tusass négocie depuis décembre avec la société de satellites d'Elon Musk, Starlink, pour renforcer sa connectivité qui dépend principalement de deux câbles sous-marins ([DR](#), 27 février 2025).

En **Islande**, le Fonds islandais de secours en cas de catastrophe a distribué près de 225 millions d'ISK (1,6 million de dollars canadiens) de subventions à 89 agriculteurs touchés par les conditions hivernales inhabituellement froides de 2023-2024 dans le nord de l'Islande. Cela représente 80 % du montant total des indemnités. Au total, 121 demandes ont été soumises dont 32 ont été jugées inéligibles ([Eye on the Arctic](#), 23 janvier 2025).

## Norvège – Suède – Finlande – Russie

---

### **Norvège : doutes sur le futur des relations avec les États-Unis**

Les relations entre la Norvège et les États-Unis entrent dans une phase d'incertitude sous l'administration Trump. Les experts norvégiens, comme Iver Neumann, expriment leur inquiétude face au basculement géopolitique en cours, sans équivalent pour l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette inquiétude s'exprime assez largement au sein

<sup>1</sup> Renversant le stigmate, le Premier ministre groenlandais a invité à se demander : « *Que serait devenu le Danemark sans le Groenland ?* » ([DR](#), 9 février 2025). Pendant 130 ans, de la cryolite a été extraite d'une mine dans le sud-ouest du Groenland, par des mineurs danois et ensuite expédiée au Dane-

mark. Pour Sara Olsvig, la présidente du Conseil circumpolaire inuit, « *le documentaire devrait donner une impulsion supplémentaire au cheminement du Danemark vers une meilleure compréhension de lui-même en tant que puissance coloniale* » ([Altinget](#), 11 février 2025).

de la classe politique norvégienne, que cela soit au sein du gouvernement ou du Parlement (*Stortinget*).

Tout d'abord, le ministre norvégien de la Défense, Tore O. Sandvik, souligne le rôle clé de la Norvège en tant que « *les yeux et les oreilles* » de l'OTAN face aux armes nucléaires russes présentes dans la péninsule de Kola, tout en réaffirmant la poursuite d'une coopération étroite avec les États-Unis. Sur le plan diplomatique, la Norvège s'oppose à toute concession territoriale de l'Ukraine à la Russie et appuie un renforcement du soutien à Kyiv avant les négociations de paix. Le 12 février, le ministre norvégien, originaire du Trøndelag, et son homologue américain, Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, se sont rencontrés à Bruxelles au quartier général de l'OTAN. Pour symboliser la proximité des deux nations, le ministre norvégien a rappelé que la famille Hegseth venait également du Trøndelag et qu'une future visite officielle du secrétaire à la Défense en Norvège était prévue.

Au cours de la semaine du 24 février 2025, une délégation norvégienne, menée par Lars Haltbrekken, a visité Washington pour des discussions sur la coopération arctique, les minéraux rares, la sécurité énergétique et les activités spatiales, avec des rencontres prévues à la NASA et chez Northrop Grumman. Néanmoins, le parlementaire Bård Ludvig Thorheim a exprimé sa déception face aux politiques de la nouvelle administration Trump. Cette première délégation depuis l'élection de Trump a également rencontré la sénatrice Lisa Murkowski et célébré les 200 ans de l'immigration norvégienne aux États-Unis, lors d'une escale au Minnesota pour des échanges avec la communauté norvégo-américaine.

Alors que des élections générales sont prévues en septembre 2025, la question des relations bilatérales pourrait être au centre des débats de la campagne électorale, au même titre que celle d'une adhésion du pays à l'Union européenne. Pour l'heure, le Premier ministre Jonas Gahr Støre rappelle que les États-Unis doivent s'impliquer pour garantir la paix sur le continent européen, tandis que la cheffe du parti conservateur (*Høyre*) et ancienne Première ministre, Erna Solberg, appelle à la nécessité pour les pays européens d'assumer une plus grande responsabilité économique et militaire ([Forsvarets forum](#), 12 février 2025 ; [High North News](#), 26 février 2025 ; NRK, [14 février 2025](#) ; [3 mars 2025](#)).

### **Norvège-Royaume-Uni : renforcement du partenariat stratégique**

À bord d'un scooter des neiges le long de la frontière russo-norvégienne, dans le comté du Finnmark, les ministres norvégien et britannique de la Défense, T. Sandvik et John Healey, ont observé Pechenga, une région où deux brigades russes fortement engagées en Ukraine s'entraînent près de la frontière avant d'être envoyées au combat. Le renforcement prévu de 50 000 soldats russes près des frontières norvégienne et finlandaise illustre cette menace croissante (cf. Bulletin n° 59). Les ministres britannique et norvégien de la Défense ont souligné l'importance stratégique de la coopération entre leurs pays dans l'Atlantique Nord et dans le Grand Nord face aux activités militaires accrues de la Russie. La présence accrue de sous-marins avancés russes, comme ceux de la classe Yasen, équipés de missiles hypersoniques, préoccupe l'OTAN. Le ministre Sandvik envisage de renforcer la défense terrestre du Finnmark avec une nouvelle brigade et pourrait réviser les restrictions imposées aux activités alliées dans l'est du Finnmark, afin de refléter l'évolution de la situation sécuritaire européenne et la récente adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. Cette question devrait être débattue au Parlement pour éviter toute escalade des tensions tout en assurant la sécurité de la région. Les armées norvégienne et britannique ont par ailleurs acté leur volonté d'améliorer la formation de leurs personnels au maniement des drones longue portée. En vertu de cet accord, l'armée britannique pourra faire voler ses drones MQ-9B depuis Andøya, tandis que des soldats norvégiens seront accueillis sur des bases britanniques ([Regjeringen](#), 21 février 2025).

Au cours d'une conférence de presse commune à Bodø, dans le comté de Nordland, les ministres norvégien et britannique ont annoncé une **nouvelle collaboration pour sécuriser les infrastructures sous-marines critiques, en réponse aux menaces russes**. Cette initiative intervient dans un contexte de tensions accrues dues à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les deux pays renforceront leur coopération dans le cadre de l'OTAN, du Groupe nordique et d'autres forums multilatéraux. Cette collaboration inclut un travail accru sur le renseignement, le développement conjoint de capacités de défense et une interopérabilité accrue grâce à des exercices militaires conjoints. Ils s'engagent également à intensifier leur soutien à l'Ukraine, notamment via une coalition maritime internationale. La Norvège, qui vise 3 % de son PIB pour la défense, travaille à harmoniser ses équipements avec ceux du Royaume-Uni afin d'améliorer leur interopérabilité. Sur le plan diplomatique, les deux ministres rappellent leur posture commune et insistent sur l'importance des garanties de sécurité mutuelles entre l'Europe et les États-Unis, tout en soulignant que le conflit pourrait prendre fin si la Russie retirait ses troupes du territoire ukrainien ([thebarentsobserver](#), 19 février 2025 ; [NRK](#), 20 février 2025).

### ***Région de Barents : réflexion sur l'avenir des coopérations***

Une réflexion est engagée au sein des trois pays nordiques concernant l'avenir de la coopération dans la région de Barents. Le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, soutient cette initiative et souligne une coopération nordique accrue après leur adhésion à l'OTAN. Celle-ci englobe les domaines de la défense, des infrastructures et de l'éducation, notamment via l'alliance universitaire *Arctic Six*. La coopération de Barents évoluera grâce à un nouveau cadre, discuté par les ministres des Affaires étrangères de la Norvège, de la Finlande et de la Suède, pour répondre aux changements géopolitiques.

Espen Barth Eide met en avant l'importance de créer une nouvelle forme de coopération nordique entre les trois pays susmentionnés, intégrant les niveaux national et régional. Cette collaboration repose sur leur appartenance commune à l'OTAN et à l'UE/EEE, ce qui facilite les échanges économiques et énergétiques. Il met également en lumière l'expérience finlandaise en matière de défense totale, incluant la préparation civile et militaire, comme modèle pour les autres pays. À cet égard, la Finlande développe un programme visant à renforcer l'activité économique et la sécurité dans le nord du pays, avec une stratégie commune pour les régions septentrionales des trois pays nordiques.

Les secrétaires d'État finlandais et suédois rappellent qu'en dépit de la concurrence croissante dans l'Arctique (Russie, Chine), il est crucial de renforcer la présence et les capacités de la région dans l'utilisation d'instruments tels que le Conseil de l'Arctique. Ils insistent sur la nécessité de combattre le changement climatique et de prioriser les habitants locaux. De son côté, Hartelius exprime un réalisme optimiste face aux défis actuels : l'adhésion à l'OTAN améliore la sécurité, stimule les investissements dans les infrastructures et favorise la croissance économique, notamment dans le nord de la Suède grâce à l'innovation et à l'exploitation minière liées à la sécurité économique européenne. Malgré la disparition programmée du Conseil euro-arctique de Barents, la coopération transfrontalière reste essentielle pour relever ces défis communs aux trois pays nordiques ([High North News](#), 5 février 2025).

### ***Russie : renforcement du contrôle des activités scientifiques***

Le gouvernement russe élabore une nouvelle législation pour durcir l'encadrement de la coopération scientifique internationale. Celle-ci exige l'accord officiel du Service fédéral de sécurité (FSB) pour toute collaboration avec des chercheurs étrangers. Selon le projet de loi, le FSB doit être informé de toute forme de coopération, y compris les accords, expériences et rencontres. Des institutions comme l'Académie des sciences de Russie ap-

prouvent cette mesure visant à promouvoir les intérêts nationaux. Cependant, cette surveillance accrue reflète une tendance préoccupante mise en œuvre ces dernières années : plusieurs scientifiques ont été emprisonnés pour « trahison », notamment dans le domaine des technologies à double usage. Ce mécanisme, qui vise à protéger les intérêts nationaux et à contrôler la fuite des résultats scientifiques hors du pays, sera intégré dans une base de données gouvernementale. Les universités et instituts de recherche russes devront soumettre leurs projets concernés d'ici décembre 2025.

Cette réglementation renforce l'isolement de la science russe, déjà affectée par la suspension des collaborations internationales suite à l'invasion de l'Ukraine. Dans le contexte de la collaboration scientifique dans la région arctique, ce durcissement législatif, qui ne vise pas spécifiquement la science polaire, représente malgré tout une difficulté supplémentaire dans la perspective future du dialogue scientifique entre les chercheurs russes et leurs collègues étrangers ([Vedomosti](#), 3 février 2025 ; [thebarentsobserver](#), 4 février 2025).

### ***Le Svalbard au cœur de la rhétorique expansionniste russe***

L'Institut norvégien de recherche sur la défense a alerté sur un scénario où la Russie instrumentaliserait les « droits des habitants russes » de Barentsburg pour provoquer Oslo. Une telle manœuvre, selon le ministre norvégien de la Défense Tore O. Sandvik, activerait l'article 5 de l'OTAN, le Svalbard étant territoire norvégien souverain ([VG](#), 21 février 2025).

Cette pression s'accompagne d'une guerre symbolique : en effet, le député russe Sergueï Mironov, proche de Poutine, a proposé de rebaptiser l'archipel « île des Pomors » (en référence aux colons russes du XVIIIe siècle) et d'ajouter « russe » à l'appellation « océan Arctique ». Une stratégie de réécriture toponymique inspirée, selon lui, des méthodes de Trump pour « combattre sur le terrain de la géographie » ([The Barents Observer](#), 3 février 2025).

Les services de renseignement norvégiens ont identifié le Svalbard comme une cible prioritaire dans leur évaluation 2025. Ils pointent sa « valeur militaire stratégique » pour Moscou, qui y testerait des capacités de perturbation (drones, cyberattaques), mais aussi l'infiltration économique chinoise via des achats immobiliers et d'entreprises ([NRK](#), 6 février 2025).

La rhétorique de Trump vis-à-vis du Groenland pourrait indirectement affaiblir la crédibilité de l'article 5, encourageant Moscou à tester les limites au Svalbard, bien que son statut démilitarisé complique toute escalade ouverte.

### ***Le Svalbard se dote du système de câble sous-marin le plus septentrional du monde***

La Norvège accélère ses projets de construction d'une liaison à grande vitesse de 2 350 km vers Jan Mayen et l'archipel du Svalbard. Le projet est baptisé « Arctic Way » et coûtera 2,8 milliards de couronnes (240 millions d'euros). Il s'étendra de la ville de Bodø, dans le nord de la Norvège, et comprendra un câble secondaire vers l'île de Jan Mayen. Actuellement, Jan Mayen ne dispose pas de connexion par câble avec le continent norvégien et toutes les communications se font par satellite. Les deux câbles de communication qui relient aujourd'hui le continent norvégien à l'archipel du Svalbard ont été construits en 2004 et devraient être progressivement supprimés après 2028 ([TheBarentsObserver.com](#), 14 février 2025).

# États observateurs et Union européenne

---

## ***L'Inde dans l'Arctique : entre ambitions scientifiques et intérêts énergétiques***

L'Inde renforce son engagement dans l'Arctique à travers un double axe scientifique et énergétique. Le pays a multiplié les initiatives de recherche polaire, avec 15 expéditions organisées depuis 2007 et sa station permanente Himadri au Svalbard. Ces efforts visent à étudier l'impact du réchauffement arctique sur les moussons asiatiques et les écosystèmes microbiens, alors que le dégel du pergélisol libère des agents pathogènes anciens ([Strait Times, 18 février 2025](#)). New Delhi porte notamment le projet scientifique IND-Arc afin d'établir un réseau de surveillance océanographique.

Dans le même temps, l'Inde explore l'idée d'un partenariat stratégique avec la Russie pour importer du gaz naturel liquéfié (GNL) issu du projet Arctic LNG2 de Novatek, malgré les sanctions occidentales. Ce projet, situé dans la péninsule de Yamal, représente un enjeu clef pour Moscou, qui contourne les restrictions via des transactions en devises alternatives et une « flotte fantôme » de tankers ([Bloomberg, 28 janvier 2025](#)). Pour l'Inde, troisième importateur mondial d'énergie, cet accord permettrait de diversifier ses approvisionnements tout en consolidant ses liens avec la Russie, malgré les risques diplomatiques ([High North News, 17 février 2025](#)).

New Delhi entend renforcer son soft power scientifique dans l'Arctique tout en capitalisant sur les ressources énergétiques russes sous sanctions.

## ***Stratégies polaires en Europe : l'Italie et l'Espagne à la recherche d'une voie médiane***

L'Italie officialise sa réorientation dans l'Arctique avec le lancement d'une enquête parlementaire sur les enjeux géopolitiques de la région ([Chambre des députés, 18 février 2025](#)). Pilotée par la Commission des Affaires étrangères, cette initiative vise à actualiser la stratégie nationale autour de trois axes : sécurité internationale (via l'OTAN), rôle au sein du Conseil de l'Arctique, et coopération scientifique. La visite du Premier ministre Giorgia Meloni en Laponie fin 2024 a catalysé cette démarche, soulignant l'importance accordée à la stabilité régionale et aux intérêts énergétiques italiens.

De son côté, l'Espagne fait le choix d'une stratégie polaire sans contenu géopolitique, s'éloignant quelque peu des approches française et polonaise, voire italienne. Son engagement se concentre sur la recherche climatique (étude des courants océaniques) et les programmes européens. Madrid finance des projets sur l'impact du réchauffement en Arctique sur les écosystèmes méditerranéens, via l'Institut espagnol d'océanographie. Une absence de vision politique claire qui s'explique par son éloignement géographique et des priorités nationales différentes ([Arctic Youth Network, 15 octobre 2024](#)).

L'Italie emprunte donc une voie hybride, calquée sur le modèle franco-polonais : équilibrer science et *realpolitik*. L'Espagne, en revanche, reste en retrait, privilégiant une niche climatique moins conflictuelle. Ces divergences reflètent des priorités nationales distinctes : Rome cherche à compenser son absence historique dans le Grand Nord, tandis que Madrid évite les frictions avec les puissances arctiques traditionnelles. La France et la Pologne capitalisent sur des décennies d'investissements ciblés pour affirmer leur rôle dans la gouvernance polaire.

**La Corée du Sud lance un groupe de travail pour préparer la route maritime vers l'Arctique.** La première réunion a réuni 19 experts du secteur du transport maritime, du monde universitaire, des institutions de recherche, des organismes publics et des médias. Les discussions ont porté sur :

- La stratégie pour positionner Busan comme un port clé dans l'Arctique pour en faire une plaque tournante stratégique du transport ;
- Les leçons tirées des expériences passées de navigation dans l'Arctique ;
- Les orientations politiques et stratégies de développement.

Le professeur Kim Tae-yu de l'Université nationale de Séoul a prononcé un discours sur « *La nécessité et la stratégie pour sécuriser un port de transit arctique* ». En outre, des représentants de l'Institut maritime coréen, de Pan Ocean et de l'Institut de développement de Busan ont partagé leurs points de vue sur les tendances du transport maritime dans l'Arctique et leurs recommandations politiques ([ArcticToday.com](https://www.arctictoday.com), 18 février 2025).

## Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

---

### ***Lancement d'une série de webinaires par l'Arctic Institute sur l'état de la gouvernance arctique et la situation géopolitique en 2025***

L'Arctic Institute a lancé une série de webinaires mensuels en 2025 pour discuter de et faire le point de manière régulière sur l'actualité géopolitique incertaine ([The Arctic Institute, 27 février 2025](https://www.arcticinstitute.org)). Le premier, intitulé « *Navigating the Arctic in 2025: A Roundtable on Policy, Power, and Partnership* », a eu lieu jeudi 27 février sous forme de table ronde avec 3 experts : Romain Chuffart, Pavel Devyatkin et Gabriella Griecius. Les intervenants devaient répondre à deux questions principales : quels sont leurs points d'inquiétudes concernant la gouvernance arctique et la situation géopolitique mondiale et le Conseil de l'Arctique est-il toujours un instrument de gouvernance utile ?

De manière unanime, les trois intervenants ont exprimé leur forte inquiétude concernant l'impact qu'auront les coupes de budget drastiques et de licenciements par Donald Trump sur la recherche, en particulier sur le changement climatique et la coopération scientifique en Arctique, alors que ce sont des éléments centraux de la gouvernance arctique depuis la fin de la Guerre froide et dans la perspective de la 5<sup>ème</sup> année polaire internationale en 2032-2033. Pour les populations locales et autochtones vulnérables, le risque est principalement lié à la sécurité environnementale et humaine liée au changement climatique et à la hausse de la désinformation sur ce sujet.

Concernant le Conseil de l'Arctique, plusieurs aspects sont à surveiller dans les prochains mois. Le premier est le changement de présidence de la Norvège au Royaume du Danemark avec le Groenland en chef de file.

Le second est le degré et la nature du rapprochement entre les États-Unis et la Russie, notamment en Arctique. En effet, lors de la rencontre bilatérale en Arabie Saoudite pour discuter de la guerre en Ukraine entre le Secrétaire d'État Marco Rubio et le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, les deux hommes auraient discuté de potentiels projets économiques, notamment d'exploitation d'hydrocarbures ([Politico, 18 février 2025](https://www.politico.com)). Dans ce contexte, le Conseil de l'Arctique pourrait jouer un rôle essentiel comme lieu de diplomatie entre les États-Unis, la Russie et le Groenland. En effet, le Conseil de l'Arctique est toujours considéré comme important par la Russie qui ne l'a pas quitté contrairement

au Conseil Euro-Arctique de Barents par exemple car c'est l'un des rares forums où elle peut discuter sur un pied d'égalité avec les États Unis d'après P. Devyatkin.

Un autre point à considérer est le changement d'équilibre des forces au sein du Conseil avec la diminution du leadership américain pouvant créer l'opportunité pour d'autres pays ou groupes de pays de prendre ce rôle. Cela changera de fait les relations de coopération et multilatérales au sein du Conseil.

Enfin, il a été mentionné que le Secrétariat du Conseil de l'Arctique et des Groupes de travail avait pris un rôle de plus en plus important dans les conférences arctiques où ils présentent tous les travaux scientifiques et les mesures de coopération locales.

### ***La collaboration entre les gouvernements subnationaux de l'Arctique et du Nord perturbée par l'invasion russe de l'Ukraine***

Un article scientifique fait le point sur ces dynamiques depuis le début de la guerre en Ukraine et sur la place des relations subnationales et leur place dans la gouvernance de l'Arctique ([Saunavaara, Espiritu, Lomaeva, 4 février 2025](#)). Les auteurs remarquent que les gouvernements infranationaux ont été progressivement intégrés dans les structures de gouvernance de l'Arctique, et une nouvelle forme de collaboration transfrontalière a vu le jour à la fin des années 2010 malgré l'annexion de la Crimée.

Toutefois, l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 et la guerre qui s'en est suivie ont fortement perturbé la collaboration multilatérale entre les autorités infranationales. Les turbulences internationales ont gravement affecté les activités du Forum nordique et ont conduit à la fin de la collaboration régionale de Barents et à la suspension de l'initiative du Conseil Bering/Pacifique-Arctique (BPAC).

Entre-temps, le Forum des maires de l'Arctique a renforcé sa position en tant qu'acteur régional clé et un nouveau programme de coopération régionale urbaine dans l'Arctique a été lancé par l'UE (AURC).

Les auteurs montrent qu'au-delà des défis liés à la guerre, des problèmes à long terme, tels que la difficulté à créer une identité commune, des objectifs de coopération qui restent vagues et des difficultés à mettre en place des mécanismes de travail appropriés, subsistent.

### ***Compte rendu d'Arctic Frontiers (Tromsø, fin janvier 2025) et des événements organisés en parallèle***

La conférence annuelle [Arctic Frontiers](#) a eu lieu du 27 au 30 janvier 2025 à Tromsø, Norvège. Le thème de cette année était « Beyond borders » (Au-delà des frontières) et beaucoup de panels étaient dédiés au contexte géopolitique et à l'évolution des structures de gouvernance, à la coopération et à la diplomatie scientifique, ainsi qu'à la meilleure intégration des peuples autochtones. On note cependant une augmentation des questions de sécurité au détriment du changement climatique dans les séances plénières.

Par ailleurs, plusieurs événements étaient organisés à Tromsø. Tout d'abord la conférence de la jeunesse arctique ([Arctic Youth conference](#)). L'inclusion des jeunes était une des priorités du programme de la présidence norvégienne du CA. Ces efforts ont abouti à la Conférence de la jeunesse de l'Arctique, un événement co-développé par un « comité de la jeunesse », qui a fourni une plateforme aux jeunes pour aborder les défis et les opportunités dans l'Arctique.

Le Conseil de l'Arctique a aussi profité de la présence de plusieurs délégués à *Arctic Frontiers* pour organiser sa quatrième réunion entre la présidence norvégienne et les participants permanents du Conseil de l'Arctique ([Conseil de l'Arctique, janvier 2025](#)) avec la présence de plusieurs SAO et représentants de pays observateurs. La réunion a permis de

faire le point sur les activités des groupes de travail et des participants permanents, les progrès de la présidence norvégienne, les préparations pour la présidence entrante du Royaume du Danemark (2025-2027) et une mise à jour sur les activités. Plus de 50 participants se sont rassemblés pour cette réunion. Ce type de réunion hybride semble être un moyen pour la présidence norvégienne de maintenir un dialogue circumpolaire incluant certains représentants politiques sans en faire des réunions politiques à proprement parler. La réunion a lieu un peu plus de trois mois avant la fin de la présidence norvégienne et le début de la présidence du Royaume du Danemark **lors de la 14<sup>e</sup> réunion du Conseil de l'Arctique, le 12 mai 2025**. La Norvège a ainsi invité le Royaume du Danemark à faire le point sur les préparatifs de sa nouvelle présidence et à engager un dialogue avec les participants permanents sur les priorités et les domaines d'action. On note que ce sera une réunion du CA et non une réunion ministérielle, option déjà choisie la dernière fois.

Enfin, un débat sur les relations entre la Norvège et l'UE intitulé « *Ceci n'est pas un débat sur l'UE* » était organisé en présence de la Secrétaire d'État aux affaires européennes, Maria Varteressian, l'université de Bergen et l'éditeur de *High North News* Arne O. Holm. La description de l'événement montre la place centrale de la coopération nordique et d'un potentiel rapprochement avec l'UE dans la gouvernance arctique : « *La couronne s'affaiblit, l'euro se renforce. Les objectifs climatiques et les ambitions de la Norvège en matière de transition écologique sont en retard sur ceux de l'UE. La Finlande et la Suède ont rejoint l'OTAN. Le centre de gravité se déplace, dans la région nordique, dans l'Arctique, et par rapport à l'UE. Qu'est-ce que cela signifie pour la Norvège ? Sommes-nous en train de devenir plus centraux ou plus périphériques ? [...] Qu'est-ce qui serait différent si nous étions membres de l'UE ?* » ([Université de Bergen, 29 février 2025](#)).

## Questions militaires, industrielles et technologiques

---

### ***Nouvelle cartographie des fonds marins arctiques : un outil clef pour la science et la géopolitique***

L'équipe Seabed 2030 de la Nippon Foundation-GEBCO a publié sa cinquième et dernière version de la carte bathymétrique internationale de l'océan Arctique (IBCAO), dévoilant une cartographie inédite des fonds marins de l'océan Arctique, couvrant désormais 24,9 % de sa superficie, contre seulement 6 % en 2016 (soit quelque 1,4 million de kilomètres carrés de couverture cartographique). Réalisée grâce à des technologies de pointe (sonars multifaisceaux, robots sous-marins autonomes), cette carte révèle des structures géologiques complexes, dont des monts sous-marins et des vallées abyssales liées à l'activité tectonique ([Ocean Decade, 3 février 2025](#)). Grâce à l'utilisation de méthodes de compilation avancées, l'équipe a pu fournir des détails jusqu'à une taille de cellule de grille de 100 x 100 mètres. Jusqu'à présent, Seabed 2030 a réussi à cartographier environ 25 % des fonds océaniques de la planète.

Ce travail met en avant deux enjeux majeurs : l'identification des zones critiques d'émissions de méthane, liées au dégel du pergélisol sous-marin, dont les données sont vitales pour affiner les modèles de réchauffement ; et la localisation des gisements potentiels de minéraux rares (terres rares, nodules polymétalliques), attisant les convoitises des États riverains (Russie, Canada, Norvège) et des puissances extérieures (Chine) ([Oceanographic Magazine, 4 février 2025](#)).

Dans un contexte de tensions accrues pour le contrôle des routes maritimes et des ressources, cette cartographie offre aussi un cadre scientifique pour réguler les activités économiques (pêche, exploitation minière). Elle pourrait servir de base à l'extension des plateaux continentaux, un processus clef pour les revendications territoriales sous l'égide de l'ONU ([OceanographicMagazine.com, 4 février 2025](#) ; [Nature.com, 21 décembre 2024](#)).

## ***Le Danemark réoriente sa flotte navale vers l'Arctique***

Le Danemark modernise sa flotte de patrouilleurs pour renforcer sa présence dans l'Arctique, avec un accent sur les missions de surveillance et de souveraineté autour du Groenland. Le programme de remplacement de la classe *Thetis* prévoit le déploiement d'au moins trois nouveaux navires spécialement conçus pour les conditions extrêmes de l'Arctique d'ici 2030. Ces bâtiments, dotés de coques renforcées pour naviguer dans les glaces (classe Ice-1A), intégreront des systèmes de communication satellitaires avancés et des capteurs anti-sous-marins ([Naval News, 30 janvier 2025](#)). Cette réorientation doit répondre à deux enjeux majeurs : contrer l'activité accrue de la Russie et de la Chine – voire des États-Unis – près des eaux groenlandaises, ainsi que surveiller l'impact de la fonte des glaces sur les écosystèmes et les communautés inuites. Ces patrouilleurs polyvalents pourront également appuyer la recherche scientifique, via l'embarquement de containers modulaires dédiés à l'océanographie. Après les déclarations de Trump en janvier, Copenhague entend affirmer son rôle de gardien du Groenland tout en consolidant son statut au sein de l'OTAN.

## ***Aker Arctic a été choisi pour fournir un système avancé de surveillance de la charge de glace pour les corvettes multirôles de la Marine finlandaise***

Le contrat comprend la livraison du système de surveillance, de mesure et d'analyse de la charge de glace ARC ILMS d'Aker Arctic pour la série de quatre corvettes multirôles de classe Pohjanmaa actuellement en construction chez Rauma Marine Constructions pour la Marine finlandaise. L'ARC ILMS est la plate-forme d'Aker Arctic permettant de mesurer les charges subies par la structure du navire lorsqu'il opère dans des eaux couvertes de glace, fournissant ainsi à l'opérateur un retour d'information sur le niveau de sécurité du navire dans la glace (NDRL : *Le Commandant Charcot* de la compagnie Ponant en est équipé ; [AkerArctic.fi](#), 21 février 2025)

## ***La Norvège désignée par l'OTAN pour accueillir le futur Combined Air Operations Centre (CAOC)***

L'OTAN a confirmé le choix de la Norvège pour accueillir son futur *Combined Air Operations Centre* (CAOC), une structure clef chargée de coordonner les opérations aériennes dans les régions de l'Atlantique Nord, de l'Arctique et de la Baltique. Le gouvernement norvégien doit trancher avant l'été 2025 entre deux sites : Bodø (Nordland), proche de l'Arctique, et Rygge (Østfold), située plus au sud ([Aftenposten, 12 février 2025](#)). Le choix de Bodø, ville arctique dotée d'une base aérienne historique, serait stratégiquement symbolique. Sa localisation à moins de 500 km de la frontière russe et ses infrastructures existantes (pistes renforcées, systèmes de communication) en font un site idéal pour la surveillance des incursions aériennes russes.

Parallèlement, la Norvège modernise ses capacités aériennes : les F-35 stationnés à Evenes bénéficieront bientôt d'abris permanents, après des mois d'hébergement dans des structures temporaires. Cette amélioration répond aux critiques sur la vulnérabilité des avions face à des attaques surprises ([NRK, 24 février 2025](#)).

## **Publications des Instituts de recherche**

---

### ***La Chine dans l'Arctique : un rééquilibrage stratégique entre ambitions et multilatéralisme***

La Chine renforce discrètement son influence dans l'Arctique, et initie une forme de distance avec la Russie tout en cherchant à légitimer son rôle au sein du Conseil de l'Arctique. Malgré un partenariat énergétique étroit avec Moscou – à l'instar d'Arctic LNG2 –, Beijing

a suspendu sa participation au Conseil de l'Arctique après l'exclusion de la Russie en 2022, refusant de participer à son isolement ([Carnegie Politika, 18 février 2025](#)). Cette posture reflète une stratégie de « neutralité équilibrée » : préserver ses intérêts tout en évitant de s'aliéner les autres acteurs arctiques.

Mais trois ans plus tard, et alors que la Russie privilégie toujours une approche unilatérale et militarisée de l'Arctique, la Chine insiste sur le multilatéralisme et l'internationalisation des routes maritimes. Cette divergence a limité la coopération sino-russe hors du secteur énergétique. Le retrait des majors chinoises CNPC et CNOOC du projet Arctic LNG2 en 2023 sous la pression des sanctions américaines illustre les limites de cette alliance ([Carnegie Politika, 18 février 2025](#)). La Russie, dépendante de la Chine pour les technologies et les capitaux, reste méfiante face aux ambitions chinoises vis-à-vis de la Route maritime du Nord.

De surcroît, bien qu'observateur depuis 2013, la Chine peine à s'imposer comme un acteur incontournable du Conseil de l'Arctique. Une étude du Stockholm Center on Global Governance ([13 février 2025](#)) montre que Beijing oscille entre soutien et critique envers l'institution, selon ses intérêts du moment. Ses tentatives d'acquisitions immobilières au Svalbard et ses projets scientifiques controversés en Islande ou au Groenland alimentent les suspicions ([SWP Berlin, 13 février 2025](#)). La Chine mise néanmoins sur la coopération environnementale pour renforcer sa crédibilité, tout en développant discrètement des capacités militaires (patrouilles conjointes avec la Russie près de l'Alaska en 2024).

La stratégie arctique de la Chine repose sur un paradoxe : capitaliser sur l'affaiblissement russe tout en évitant de remplacer Moscou comme « ennemi désigné » de l'Occident dans la région. Si Beijing cherche à internationaliser la gouvernance arctique, ses actions nourrissent une méfiance croissante parmi les États riverains. Son absence au Conseil de l'Arctique depuis 2022 affaiblit son influence, malgré des investissements scientifiques massifs et une volonté, semble-t-il, de réintégrer la gouvernance arctique.

### ***Les effets pervers de la géo-ingénierie en Arctique : des risques majeurs pour un bénéfice incertain***

Les propositions de géo-ingénierie en Arctique, bien qu'attrayantes en théorie, présentent des risques considérables et des effets secondaires potentiellement désastreux. Une étude menée par un groupe international de 42 scientifiques polaires met en garde contre des approches de géo-ingénierie largement médiatisées pour l'Arctique, soulignant leurs dangers et leur inefficacité probable ([Siegert et al., novembre 2024](#)).

L'injection d'aérosols stratosphériques (SAI), par exemple, pourrait perturber les cycles saisonniers arctiques, entraînant un réchauffement résiduel en hiver et une modification des schémas de circulation atmosphérique. De plus, elle ne résoudrait pas les problèmes non liés à la température, comme l'acidification des océans, et pourrait même l'exacerber. Les « rideaux marins » proposés pour bloquer les eaux chaudes pourraient avoir des conséquences imprévues sur la circulation océanique et les écosystèmes marins, tout en étant extrêmement coûteux et difficiles à mettre en œuvre dans l'environnement hostile de l'Arctique.

La gestion de la glace de mer, que ce soit par l'ajout de billes de verre ou l'épaississement artificiel, présente des risques écotoxicologiques importants et des défis logistiques insurmontables. Le ralentissement de l'écoulement des glaces par le retrait de l'eau basale ignore la complexité des systèmes hydrologiques sous-glaciaires et pourrait paradoxalement accélérer la perte de glace. Enfin, la fertilisation des océans pour stimuler l'absorption de CO<sub>2</sub> pourrait perturber gravement les écosystèmes marins et les chaînes alimentaires, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour la biodiversité arctique.

Les auteurs soulignent que ces approches de géo-ingénierie ne s'attaquent pas aux causes profondes du changement climatique et pourraient détourner l'attention et les ressources des efforts de décarbonisation urgents et nécessaires. Ils concluent que la meilleure façon

de protéger l'Arctique reste une réduction rapide et profonde des émissions de gaz à effet de serre, combinée à des mesures d'adaptation basées sur la science et respectueuses des écosystèmes.

### **Deuxième plus faible étendue de glace de mer en janvier**

Alors que le réchauffement climatique atteint de nouveaux sommets, l'étendue de la banquise arctique diminue encore davantage. En janvier 2025, les températures mondiales à la surface des terres et des océans étaient de 1,33°C supérieures à la moyenne du XX<sup>e</sup> siècle, selon les données de la *National Oceanic and Atmospheric Administration* ([NOAA](#)) américaine. Les chercheurs soulignent que janvier 2025 est le mois de janvier le plus chaud des 176 ans d'enregistrement climatique mondial de la NOAA. L'année 2025 pourrait bien être l'année la plus chaude jamais enregistrée, prévient la NOAA. L'étendue de la glace de mer arctique pour janvier 2025 s'élevait en moyenne à 13,13 millions de kilomètres carrés, soit le deuxième plus bas niveau du mois dans les relevés par satellite, après un record bas pour décembre 2024, rapporte le *National Snow and Ice Data Center* ([NSIDC](#)). En complément, une étude de la revue *Sciences* démontrent que les eaux chaudes de l'Atlantique remodelent rapidement l'Arctique sibérien, déclenchant une ère de perte de glace marine sans précédent, ce qui entraînera des conséquences durables sur l'écosystème et le climat de la région ([TheBarentsObserver.com](#), 14 février 2025 ; [TheBarentsObserver.com](#), 25 février 2025 ; [Sciences.org](#), 21 février 2025).

## Trafic maritime – Sécurité maritime

---

**La Russie continue d'accumuler des tankers GNL en prévision de l'interdiction imminente de transbordement par l'UE.** À la suite de l'application du 14<sup>e</sup> paquet de sanctions de l'UE en mars 2025, la réexportation de GNL à partir des terminaux européens sera interdite au GNL russe, obligeant le pays à se tourner plutôt vers les transferts de navire à navire STS. Selon les estimations de *Kommersant*, le volume devrait être porté de 1,5 Mt à 2,5-2,8 Mt. La Russie prépare actuellement une petite flotte de navires pour transférer le GNL de Yamal LNG. Présentement, des méthaniers de classe glace Arc7 transportent le GNL vers les terminaux européens, d'où il est régulièrement réexporté vers d'autres marchés, asiatiques notamment. En 2024, environ 2,6 Mt de GNL russe ont transité par l'UE de cette manière. Il faudra environ 35 à 40 transferts de STS pour remplacer la capacité du terminal. Tous les navires font partie de la série North construite par le chantier naval sud-coréen Hanwha Ocean. Les navires en question sont le *North Mountain*, le *North Air*, le *North Way*, le *North Sky*, le *North Moon*, le *North Ocean* et le *North Light*. Ils étaient destinés à l'origine à servir le projet Arctic LNG2. Les trois derniers navires, *North Moon*, *North Ocean* et *North Light*, se dirigent vers les eaux arctiques après leur mise en service fin 2024, et un quatrième, le *North Valley*, devrait suivre avant la fin mars. Malgré les sanctions occidentales sur cette flotte, Novatek a enregistré une année record de production. La plus grande usine de GNL de Russie, Yamal LNG, a expédié plus de 250 cargaisons totalisant 19,6 Mt. La Russie a proposé également des cargaisons de GNL sanctionnées à des acheteurs indiens, en vain ([gCaptain.com](#), 7 février 2025 ; [gCaptain.com](#), 12 février 2025 ; [gCaptain.com](#), 13 février 2025 ; [Kommersant.ru](#), 24 février 2025).

**En 2024, 21,86 Mt de GNL ont été transportées le long de la route maritime du Nord (RMN).** Rosatom a précédemment transmis les données sur le flux de marchandises le long de la RMN pour 2024. Le transport de GNL représentait 57,69% du flux total de marchandises le long de la RMN. 21,37% était du pétrole. Le transport de vrac sec le long de la RMN n'a représenté que 0,5 % du volume total en 2024 :

- Le trafic de fret total s'est élevé à 37,9 Mt, soit 4,4 % de plus qu'en [2023](#) et constitue un nouveau record ;

- Le nombre de transits est de 92 avec plus de 3 Mt de fret, soit près de 1,5 fois plus qu'en 2023 ;
- 21,86 Mt de GNL, soit une augmentation de 1,73 Mt ou 8,6%, par rapport à l'an passé ;
- 8,1 Mt de brut, soit une augmentation de 312 000 tonnes ou 4,01%, par rapport à 2023 ;
- 1,32 Mt de condensat de gaz, soit une augmentation de 235 500 tonnes ou 21,72%, soit 4,01 % du flux total de marchandises ;
- 597 600 tonnes de charbon, soit une augmentation de 16 900 tonnes ou 2,9%, soit 1,58% du flux total de marchandises.

([Neftegaz.ru](https://neftegaz.ru); 20 février 2025 ; [Amp-rbc.ru](https://amp-rbc.ru); 20 février 2025 ; [gCaptain.com](https://gCaptain.com), 28 février 2025).

**L'Europe ne parvient pas à se défaire du GNL russe. En 2024, les États membres de l'UE ont acheté du GNL à la Russie pour près de 7 milliards d'euros**, selon le rapport publié par l'*Institute for Energy Economics and Financial Analysis* (IEEFA), un groupe de réflexion mondial indépendant. Tout au long de l'année 2024, les livraisons en provenance de Russie ont augmenté de 18%. Le GNL représente une source continue de revenus pour les efforts de guerre du pays. Les chiffres de 2024 portent le total dépensé par l'UE pour le GNL russe depuis le début de la guerre à plus de 30 milliards d'euros, selon le rapport. Les principaux marchés restent la France, la Belgique et l'Espagne, qui représentent 85 % des importations russes de GNL, avec des quantités plus petites destinées aux Pays-Bas et à la Grèce. **La France a augmenté de 81% ses importations de GNL russe entre 2023 et 2024 et a dépensé environ 2,68 milliards d'euros en GNL russe en 2024, soit plus que tout autre pays de l'UE.** Le terminal méthanier Dunkerque LNG a traité 27% du GNL russe importé en Europe. La Belgique et l'Espagne ont acheté du GNL pour un montant respectif de 930 millions d'euros et 1,84 milliard d'euros. Un tiers des importations européennes de GNL russe étaient des transactions spot en 2024 ([HighNorthNews.com](https://HighNorthNews.com), 18 février 2025 ; [LeMarin.fr](https://LeMarin.fr), 18 février 2025).

**Les livraisons de condensats de gaz russe vers l'Europe continuent de passer inaperçues.** Alors que l'attention occidentale reste focalisée sur la flotte fantôme de pétrole brut et de GNL de la Russie, un troisième type de carburant, le condensat de gaz, continue d'affluer en Europe sans que l'attention politique ne s'y porte vraiment. La Russie exploite deux pétroliers à condensats dédiés à la navigation dans les glaces, le *Yuriy Kuchiev* et le *Boris Sokolov*, pour son usine Yamal LNG. Aucun des deux navires n'a été sanctionné par les États-Unis ou l'Europe. Un troisième navire, l'*Anatoly Lamekhov*, construit spécialement par le chantier naval de Guangzhou dans le sud de la Chine, doit travailler avec le nouveau projet russe Arctic LNG2. Il a récemment subi des essais en mer et reste ancré à Hong Kong. Avec une classe de glace Arc7, tous trois sont capables d'opérer de manière largement indépendante dans les eaux arctiques russes tout au long de l'année. Le *Yuriy Kuchiev* et le *Boris Sokolov* continuent tous deux de transporter du condensat vers les principaux ports européens, effectuant en moyenne un voyage toutes les trois semaines. Le condensat, qui est une forme de pétrole très léger, se situe quelque part entre le brut et le GNL, ce qui peut expliquer pourquoi il a échappé aux sanctions. Le condensat est produit à partir du gaz du réservoir souterrain. Il est ensuite séparé dans les installations de surface. Actuellement, le *Yuriy Kuchiev* se dirige vers le port de Rotterdam, sa 15<sup>e</sup> livraison en Europe au cours des 12 derniers mois ([gCaptain.com](https://gCaptain.com); 24 février 2025).



**L'UE a convenu d'un 16<sup>e</sup> train de sanctions contre la Russie** comprenant une interdiction des importations d'aluminium primaire, l'inscription sur la liste de 73 navires de la flotte

fantôme et les exportations de chrome et de certains produits chimiques, ainsi qu'une interdiction de service pour les raffineries de pétrole et de gaz. L'interdiction d'importation d'aluminium sera mise en place progressivement dans un an à compter de l'adoption officielle du texte. Les navires nouvellement sanctionnés s'ajouteront aux 79 navires déjà répertoriés, principalement des pétroliers utilisés par la Russie ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 19 février 2025).

**Le futur navire de recherche brise-glace russe *Ivan Frolov* sera lancé en mars 2027** puis mis en service d'ici la fin de l'année suivante, a confirmé récemment le chef du Service fédéral russe d'hydrométéorologie et de surveillance de l'environnement (Roshydromet). La construction du navire du projet 23680 se déroulerait comme prévu. Le navire sera prêt pour son voyage inaugural en Antarctique au début de 2029. La construction de l'*Ivan Frolov* est en cours dans les chantiers navals de l'Amirauté de la United Shipbuilding Corporation à Saint-Petersbourg. Le navire mesure 164,8 m de long, pour une largeur de 26 m, un tirant d'eau de 8,5 m et un déplacement d'environ 25 000 tonnes ([BairdMaritime.com](https://www.bairdmaritime.com), 6 février 2025).



**Le chantier naval canadien Davie prévoit un investissement majeur dans un chantier naval américain.** Pour renforcer son expertise dans la construction de brise-glaces, [Davie](https://www.davie.com) a acheté le chantier naval d'Helsinki à des propriétaires russes en novembre 2023. En juillet 2024, le PDG de Davie prévoyait de prendre « *un engagement important et à long terme envers l'industrie navale américaine* ». Davie a réitéré son intention d'investir dans l'industrie de la construction navale américaine. Le pacte ICE dans sa forme actuelle n'est pas contraignant et ne contient aucune proposition concrète. Certains commentaires récents du président Trump suggèrent que la coopération concernant l'acquisition de brise-glaces avec le gouvernement canadien actuel serait, au mieux, difficile. Mais si le pacte ICE aide les trois signataires à réduire les obstacles à la coopération industrielle, Davie peut y contribuer ([SixtydegreesNorth.com](https://www.sixtydegreesnorth.com), 14 février 2025).